

LE MINISTRE DES FINANCES L'A DÉCLARÉ HIER :

«La dette n'est pas un risque mais c'est l'usage qui en est fait qui l'est»

Le ministre des Finances a estimé, hier, que l'endettement extérieur est utile quand il sert à faire gagner à la fois de la croissance et la dynamique économique, et ne constitue donc pas un danger quand son usage est maîtrisé.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - S'exprimant sur le risque de la dette contre lequel alertent certains experts, le ministre des Finances déclare que la dette n'est pas un risque «mais c'est l'usage qui en est fait qui est un risque». «L'endettement n'est pas dangereux. C'est l'usage qui en est fait qui doit être maîtrisé», a encore signifié le ministre. A propos du financement du nouveau port du Centre, Benkhalfa a rappelé que c'est un financement mixte algéro-chinois, appuyant ce choix par le fait qu'on ne peut pas réaliser un port sans partenaire et sans investissement étrangers.

Benkhalfa a rappelé que suite à la chute des cours du pétrole et les recettes de l'Etat, le gouvernement s'est mis à la recherche d'autres sources de financements hors pétrole. Pour ce faire, une politique «à trois voies» a été mise en branle, affirme Benkhalfa, laquelle politique se base sur l'optimisation de la fiscalité et les ressources disponibles ainsi que l'endettement interne ou externe.

S'agissant de la collecte de l'épargne, Benkhalfa a annoncé que durant les quatre premiers mois de cette année, l'Etat a pu récupérer une somme de 140 milliards de DA en ressources additionnelles émanant de l'épargne collectée grâce au paiement par chèque (véhicules et immobilier), et la conformité fiscale volontaire (CFV). A propos de l'emprunt obligataire de l'Etat, qui sera lancé en avril prochain, le ministre des Finances a affirmé que l'argent récolté dans le cadre de cette opération servira à financer des projets économiques de l'Etat.

Selon M. Benkhalfa, il n'y a aucune somme limite qui sera fixée pour cet emprunt obligataire étatique, en souli-

gnant que l'investissement économique, aujourd'hui encore faible, représente une priorité pour le gouvernement et que l'acte d'investir devra être plus facile que l'acte d'importer.

Saisissant son passage à la radio pour, comme il le dit, «mettre les points sur les i», le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, dira que l'Algérie, comme tous les pays producteurs de pétrole, a vu ses ressources

alimentant le budget de l'Etat reculer de 50%. Un «stress négatif» est, selon lui, diffusé tant auprès des acteurs que du pays, contre lequel «je m'élève». Il se veut rassurant. Nos ressources ont diminué, certes, mais nous n'avons pas de dettes, et nous avons une épargne. Une situation qui nous met à l'aise pendant quelques années. Aussi, il est vrai que nous utilisons le FRR (Fonds de régulation des recettes), qui est justement fait pour les moments difficiles et à chaque fois que le pays est dans une situation où il doit recourir au FRR nous le faisons», a déclaré Benkhalfa qui précise que le recours à ce fonds de stabilisation ne va pas servir à financer

les dépenses de fonctionnement mais plutôt les dépenses d'investissements.

«Devant la situation actuelle (de baisse des revenus des hydrocarbures), l'obligation nous est faite de garder le cap de la croissance et le niveau des dépenses d'équipement et d'aller vers un renouveau économique», plaide l'invité de la Chaîne 3 qui fait, encore une fois, preuve d'optimisme. S'il admet volontiers que le pays a vu ses recettes diminuer drastiquement, Benkhalfa estime que «nous ne sommes pour autant ni dans le rouge ni dans la situation que vivent d'autres pays (exemple du Venezuela) avec une dette forte et une épargne inexistante».

Par ailleurs, Abderrahmane Benkhalfa a réitéré son appel au «civisme des acteurs» pour payer les impôts, annonçant que cette année la fiscalité ordinaire va dépasser du double la fiscalité pétrolière. D'après lui, le montant des recouvrements au titre de la fiscalité ordinaire devrait tourner cette année autour de 3 200 milliards de DA (contre 1 600 milliards DA de fiscalité pétrolière).

«Il faudra encore mobiliser (des ressources) mais nous sommes loin des années où nous n'avions que 2 000 milliards de DA (de recettes ordinaires)», a précisé Abderrahmane Benkhalfa.

Y. D.

POUR BOOSTER LES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Un passeport pour les marchandises

Une nouvelle politique nationale d'accompagnement et de développement du commerce extérieur axée sur la promotion des exportations hors hydrocarbures domine la nouvelle feuille de route arrêtée par le département du commerce. C'est dans cette optique que rentrent les nouvelles mesures de facilitations destinées aux exportations hors hydrocarbures à travers la mise en place du carnet d'admission temporaire (ATA).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Il s'agit d'un document douanier international destiné à promouvoir les exportations. Pour faire connaître ce dispositif, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a organisé, hier, une journée d'information pour expliquer aux entreprises potentiellement exportatrices l'utilité de ce document.

En effet, délivré par la CACI, le carnet ATA est un document douanier international qui permet l'exportation ou l'importation temporaire de marchandises,

dans les 75 pays signataires (dont l'Algérie) de la Convention internationale d'admission temporaire d'Istanbul, avec une réduction des formalités douanières et une suspension des taxes et droits de douane dans ces pays.

Pour l'exportateur algérien, ce document remplace les déclarations douanières nationales et le dispense de fournir aux Douanes algériennes une garantie (caution, consignation) pour chacune des opérations d'exportation réalisées sur les marchandises éligibles à ce dispositif, explique-t-on.

Ce dispositif est applicable sur trois types de marchandises : échantillons commerciaux, marchandises et matériels destinés à prospecter des marchés à l'étranger (foires et salons) et matériels professionnels tels que les outillages, appareils techniques et les matériels de compétitions sportives, précise la CACI.

Pour les initiateurs de ce projet, il s'agit en quelque sorte «d'un passeport de la marchandise». «Un document remplace tous les autres documents et procédures douanières devant être établis par un opérateur pour exporter des marchandises censées être réimportées en leur état», avait expliqué M. Adel Habsa, sous-directeur des régimes douaniers économiques à la Direction générale des douanes (DGD).

Cette mesure fait partie, faut-il le rappeler, des recommandations de la dernière conférence, organisée par le ministère du Commerce, qui avait pour principal objectif de débattre des nouvelles lignes directrices de la politique nationale en matière de promotion des exportations hors hydrocarbures.

Pour les spécialistes de la question, il s'agit d'une approche «techniciste» basée sur l'élimination d'obstacles à la libre circulation des marchandises, adoptée il y a plus de 20 ans par les pouvoirs publics dans la libéralisation du commerce extérieur, qui devrait désormais laisser la place à une approche politique fondée sur la diversification et le rééquilibrage des échanges extérieurs, pour venir à bout des vulnérabilités actuelles, selon une note du ministère du Commerce.

Dans le même chapitre, l'amélioration de la bonne gouvernance des opérations de commerce extérieur, la relance des activités productives pour constituer une offre exportable diversifiée, le renforcement des institutions d'encadrement et des instruments de promotion et d'appui aux exportations hors hydrocarbures sont les principaux axes de la nouvelle politique de commerce extérieur que les pouvoirs publics aspirent à mettre en œuvre à terme.

A. B.

IMPORTATIONS

La pré-domiciliation électronique va éliminer les fausses déclarations douanières

La pré-domiciliation bancaire électronique des importations est un moyen permettant «l'élimination» des fausses déclarations douanières qui facilitent les transferts illégaux de devises, a déclaré, hier, à l'APS le Directeur général des Douanes, Kaddour Bentahar.

A rappeler que les actes définitifs de domiciliation des opérations d'importation ou d'exportation de biens et de services sont soumis, à partir du mardi 15 mars en cours, à la procédure de pré-domiciliation électronique.

Appliquée conformément aux directives de la Banque d'Algérie transmises aux banques, cette mesure entre dans le cadre de l'amélioration du dispositif de contrôle et de facilitation administrative de traitement des opérations de commerce extérieur.

«C'est une mesure très pertinente et un instrument nouveau qui va certainement permettre d'éliminer les fausses déclarations, les faux documents et les doubles déclarations», avance M. Bentahar.

Grâce à cette mesure, «nous n'aurons plus une double facturation d'une opération commerciale à l'international comme cela se faisait couramment dans le passé où un opérateur faisait une déclaration à la douane et 10 autres déclarations à sa banque pour faire sortir le maximum de devises», révèle-t-il.

De surcroît, cela va permettre à l'administration douanière d'avoir une traçabilité des opérations de domiciliation, un partage d'informations avec les banques commerciales et la Banque d'Algérie, et surtout de cibler les opérations suspectes, indique-t-il encore.

A travers le Système d'information et de gestion automatisées des Douanes (Sigad) connecté aux

banques, les douanes pourront obtenir l'information sur la pré-domiciliation en amont, c'est-à-dire bien avant que la marchandise importée n'arrive au port.

Ce qui va permettre à la DGD de comparer la valeur déclarée à la banque avec la valeur en douane, et de détecter ainsi les surfacturations et d'en informer la banque de l'opérateur qui pourra bloquer le transfert de devises.

Avant cette nouvelle mesure, les importateurs faisaient leurs domiciliations sans que les Douanes n'en soient informées.

En conséquence, l'authenticité de ces domiciliations ne pouvait être vérifiée qu'une fois les marchandises sont déclarées aux services douaniers.

En cas de surfacturations ou de doubles facturations, les devises auront

déjà été transmises à l'étranger. Par ailleurs, explique le même responsable, la pré-domiciliation bancaire est aussi une mesure de facilitation.

«Ce qui va faciliter aux douanes les opérations de prise en charge et de traitement au niveau des frontières et, donc, de gagner du temps et de faire gagner l'importateur qui verra les coûts de dédouanement baisser», détaille-t-il.

APS

CONSOMMATION

Un plan national pour garantir la sécurité de la chaîne alimentaire pour bientôt

Le Plan algérien de surveillance des contaminants et résidus dans les aliments d'origine animale (PASCRA) sera d'une «grande importance» dans la sécurité de la chaîne alimentaire, a estimé, hier à Jijel, l'inspecteur vétérinaire des services agricoles, Moad Batatache.

Intervenant lors d'une journée d'études consacrée à la protection du consommateur, sous le thème «plus du tout d'antibiotiques au menu», ce responsable a indiqué que ce plan, qui concerne actuellement 9 wilayas-pilotes, constitue un «outil essentiel» dans la sécurité alimentaire et dans la chaîne alimentaire, et contribuera également à la valorisation des produits agroalimentaires bio comme le lait, les œufs et les viandes.

Ce programme, au stade de finalisation, permettra aussi au pays de d'agir «selon des procédures conformes aux normes internationales pour protéger les consommateurs et répondra aux normes requises

à l'échelle mondiale pour l'exportation de produits d'origine animale», a expliqué M. Batatache à l'APS.

La rencontre, organisée à l'initiative de la Direction de wilaya du commerce dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des droits du consommateur (15 mars), a été marquée par plusieurs interventions en relation avec l'ordre du jour.

Dans une communication intitulée «Innocuité et salubrité des aliments, un droit essentiel dans la protection du consommateur», Nadjet Boularak, cadre à la Direction du commerce, a longuement évoqué les missions préventives et répressives dévolues à cette direction en matière de contrôle de qualité des produits et de répression des fraudes.

L'intervenante a rappelé la batterie de mesures prises par l'Algérie en réponse aux évolutions du marché tant national qu'international pour la protection du consommateur, traduite par la promulgation, en 1989 et en 2009 de textes de loi relatifs à la protection du consommateur.

De son côté, Reda Boufenech, nutritionniste exerçant à l'hôpital de Taher, a abordé «l'incidence sur la

santé humaine des résidus d'antibiotiques contenus dans les aliments», des vecteurs qui favorisent, selon lui, les bactéries pathogènes.

L'association de wilaya de protection du consommateur a exposé, par la voix de son vice-président, Hachemi Ouaar, un rapport-bilan mettant en relief ses actions sur le terrain, axées essentiellement sur un travail d'information et de sensibilisation du grand public aux dangers susceptibles de provenir d'une mauvaise consommation et d'une utilisation de matériels et équipements ne répondant pas aux normes exigées.

Une exposition d'équipements de contrôle de la qualité et de répression des fraudes a été montée sur l'esplanade de la cité administrative de la wilaya, permettant au public de découvrir et de déguster le tout premier camembert «made in Jijel», mis sur le marché à l'occasion de cette Journée internationale par la laiterie Igilait.

Des écoliers, lauréats d'un concours de dessin sur le thème de la consommation, ont été récompensés au cours de cette manifestation d'information.

APS